



Traité International

SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

E-mail: pgrfa-treaty@fao.org

Télécopie: +39 0657056347

Téléphone: +39 0657055430

Our Ref.: PL 40/31 NCP GB5 Reports

13 mars 2013

NOTIFICATION Rapports des Comités

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur d'appeler l'attention sur les rapports des réunions des comités suivants:

- *Comité technique ad hoc sur l'Accord type de transfert de matériel et le Système multilatéral* (troisième réunion, 26-28 juin 2012; quatrième réunion, 6-7 novembre 2012)
- *Comité consultatif ad hoc sur la Stratégie de financement* (réunion, 18-20 septembre 2012)
- *Comité consultatif technique ad hoc sur l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture* (première réunion, 8-9 novembre 2012)

Je souhaite appeler votre attention en particulier sur les questions examinées par ces comités en vue de leur prise en compte par l'Organe directeur à sa cinquième session, qui se tiendra prochainement.

Je joins à la présente notification quatre notes de présentation résumant les principales conclusions des réunions et comportant les liens vers les rapports en ligne.

Le Secrétariat vous fera parvenir une nouvelle notification concernant les prochains rapports des réunions du *Comité d'application*, du *Comité technique ad hoc sur l'Accord type de transfert de matériel et le Système multilatéral* et du *Comité consultatif ad hoc sur la Stratégie de financement*.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Shakeel Bhatti
Secrétaire de l'Organe directeur
Traité international sur les ressources phylogénétiques
pour l'alimentation et l'agriculture

TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE AD HOC SUR L'ACCORD TYPE DE TRANSFERT DE MATÉRIEL ET LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

Le rapport peut être téléchargé au format électronique sur le site Web du Traité international:
<http://www.planttreaty.org/sites/default/files/ACSMTA3re.pdf>

La réunion s'est tenue du 26 au 28 juin 2012 à New Delhi (Inde). On trouvera le mandat en annexe à la Résolution 4/2011. Le Comité conseille le Secrétaire sur les questions de mise en œuvre soulevées par les utilisateurs de l'Accord type de transfert de matériel et du Système multilatéral, que le Secrétaire aura portées à leur attention sur la base des questions abordées et communiquées au Secrétaire par les Parties contractantes, les centres internationaux ayant signé des accords avec l'Organe directeur en vertu de l'article 15 du Traité et d'autres utilisateurs de l'Accord type de transfert de matériel.

Le Comité:

- s'agissant de l'ajout de matériel dans le Système multilatéral d'accès et de partage des avantages, a noté que la pratique tendant à notifier par écrit le Secrétariat des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) incorporées au Système multilatéral, bien que non obligatoire aux termes du Traité, était une pratique utile qui devrait être encouragée; le Comité a en outre noté que certaines Parties contractantes avaient fait le choix de communiquer les informations au public par d'autres moyens, notamment des bases de données en ligne, et s'est félicité du fait que certains pays avaient déposé des RPGAA dans des banques de gènes;
- s'est rangé à une opinion concernant l'utilisation des RPGAA non destinées à la consommation humaine ou animale;
- s'agissant du transfert aux agriculteurs, pour une utilisation directe à des fins de culture, de RPGAA au titre du Système multilatéral d'accès et de partage des avantages, a réaffirmé l'opinion précédemment donnée en ce qui concerne les centres GCRAI et, ayant examiné l'applicabilité de cette opinion à d'autres fournisseurs et bénéficiaires, il est convenu d'une nouvelle opinion;
- s'agissant de la mise à jour de l'Accord type de transfert de matériel, a demandé que soit rédigé un document qui comporterait les options concernant la prise en compte des mises à jour, une analyse de ces options, ainsi qu'un projet de notes explicatives qui pourraient accompagner l'Accord;
- s'agissant de l'établissement d'un cadre juridique pour le fonctionnement du Système multilatéral dans le contexte des régimes d'accès et de partage des avantages, s'est dit d'avis qu'aucune disposition du Protocole de Nagoya n'empêchait les Parties contractantes au Traité qui seraient également Parties au Protocole de Nagoya d'appliquer les dispositions du Traité et de mettre en œuvre le Système multilatéral d'accès et de partage des avantages; le Comité a souligné qu'il fallait créer, de manière positive et constructive, des interfaces pratiques et harmonisées entre les exigences générales, en matière d'accès et de partage des avantages, et le fonctionnement du Traité et de son Système multilatéral, tant sur le plan national que sur le plan international;
- en réponse à un ensemble de questions émanant d'utilisateurs du Système multilatéral dans le contexte d'un projet, a formulé un avis sur a) l'application, dans le cadre de projets à but non lucratifs, de l'obligation de partage des avantages monétaires prévue par l'article 13 du Traité; b) le lien entre l'obligation relative au partage des avantages monétaires et l'étendue géographique des restrictions suscitant de telles obligations; c) le calcul des montants à payer, au titre du partage des avantages, au point de vente du produit

sur le marché libre; d) l'obligation de partage des avantages monétaires relatifs à la vente d'hybrides;

- s'agissant du transfert de RPGAA à des filiales et d'accords de transfert de matériel conclus au nom de filiales, a indiqué que les transferts à d'autres unités d'une même société ou d'un même organisme (même personne morale) ne doivent pas nécessairement être effectués dans le cadre de l'Accord type de transfert de matériel, et que les transferts à des partenaires commerciaux et filiales qui sont des personnes morales distinctes doivent être effectués dans le cadre de l'Accord type de transfert de matériel, quelle que soit la situation territoriale desdits partenaires et filiales;
- s'agissant de la définition relative aux genres et espèces en ce qui concerne les espèces cultivées figurant à l'Appendice I, a noté qu'il serait pratique d'aborder la question des RPGAA dans l'Appendice I selon une approche fondée sur les cultures, c'est à dire de se demander si le matériel fait partie du pool génique de la culture figurant à l'Appendice I, sans faire cas de questions taxonomiques; le Comité a également recommandé de tenir compte des dispositions de l'Article 11.2 du Traité, ainsi que de la définition de «Ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture» figurant au Traité, au moment de réfléchir à ce qui relève de l'Appendice I.

QUATRIÈME RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE AD HOC SUR L'ACCORD TYPE DE TRANSFERT DE MATÉRIEL ET LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

Le rapport peut être téléchargé au format électronique sur le site Web du Traité international:
<http://www.planttreaty.org/sites/default/files/ACSMTA4Re.pdf>

La réunion s'est déroulée les 6 et 7 novembre 2012 à Rome (Italie).

Le Comité:

- a suggéré au Secrétariat de faire un point sur les nouveaux éléments et progrès relatifs à la mise en œuvre de l'appui technologique au Système multilatéral, qu'il présenterait à l'Organe directeur à sa prochaine session;
- a demandé au Secrétariat de continuer à suivre les processus pertinents liés au Protocole de Nagoya et à la Convention sur la diversité biologique, et à y participer;
- a réaffirmé que le Traité s'appliquait à toutes les RPGAA, et que l'Organe directeur était donc fondé, de par son mandat, à décider des travaux à réaliser concernant toutes les questions relevant du champ d'application du Traité ainsi que d'autres travaux relatifs à l'accès aux RPGAA et au partage des avantages en découlant et à mener à bien ces travaux;
- a demandé au Secrétariat de suivre l'élaboration des directives sur la mise en œuvre des *Principes relatifs à la gestion des actifs intellectuels du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale*;
- s'agissant de la mise à jour de l'Accord type de transfert de matériel et des options relatives à la prise en compte des précisions à y apporter, est convenu de suspendre les débats afin que les membres puissent mener des consultations au sein de leurs groupes régionaux respectifs et proposer des options pour la prise en compte des précisions lors de la reprise des débats¹;
- s'agissant des éventuelles dispositions types qui pourraient être incorporées dans les législations nationales en matière de partage des avantages de façon à ouvrir la voie à la mise en œuvre du Système multilatéral, a proposé un texte à soumettre à l'Organe directeur pour qu'il l'examine et formule des recommandations supplémentaires aux Parties contractantes intéressées;
- s'agissant de la question des frais relatifs à la distribution de matériel génétique, a examiné la question de savoir si les «coûts minimaux engagés» visés à l'Article 12.3 b) du Traité pouvaient être interprétés comme incluant les coûts de transaction associés à la distribution de matériel génétique ainsi que les coûts de production et de conservation de ce matériel, et il a conclu que les facteurs à prendre en compte dans le calcul de ces frais devaient, autant que faire se peut, être limités, et n'englober que les seuls coûts d'acheminement, et non ceux de production et de conservation; le Comité a en outre recommandé que la question des requêtes déraisonnables, s'agissant de la nature ou de la quantité de matériel génétique demandé, soit examinée par l'Organe directeur à sa prochaine session.

¹ La réunion reprendra le 12 avril, afin que les participants puissent poursuivre l'examen de cette question.

SEPTIÈME RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF AD HOC SUR LA STRATÉGIE DE FINANCEMENT

Le rapport peut être téléchargé au format électronique sur le site Web du Traité international:
<http://www.planttreaty.org/sites/default/files/acfs7re.pdf>

La réunion s'est tenue du 18 au 20 septembre 2012 à Genève (Suisse). On trouvera le mandat dans la partie IV de la Résolution 3/2011. Le Comité conseille l'Organe directeur sur la mobilisation des ressources, le fonctionnement du Fonds fiduciaire pour le partage des avantages et le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de financement globale.

Le Comité:

- a noté que les Parties contractantes ne remplissaient pas les objectifs qu'elles s'étaient fixés dans le cadre du Plan stratégique pour la mise en œuvre du Fonds pour le partage des avantages et a conseillé à l'Organe directeur de commencer à réfléchir, à sa prochaine session, à toutes les mesures envisageables, y compris des mesures novatrices, pour remédier au déficit accumulé du Fonds fiduciaire pour le partage des avantages;
- a noté le succès de la mobilisation de ressources au moyen de manifestations de fidélisation dans le cadre du Plan stratégique et a demandé au Secrétaire de poursuivre les activités de fidélisation du Plan stratégique;
- a examiné différentes approches novatrices et a demandé que de nouvelles propositions soient soumises, par écrit, par d'autres Parties contractantes et parties prenantes, en vue de leur inclusion dans une liste d'approches novatrices possibles préparée par le Comité; les co-présidents ont décidé de laisser ce point de l'ordre du jour ouvert afin que son examen soit poursuivi lors de la reprise de la réunion²;
- a souligné qu'il importait d'établir et de rendre public un rapport de fin de projet résumant les principaux résultats et exemples de réussite du premier portefeuille de projets³;
- a examiné un rapport sur les enseignements tirés de l'exécution du premier et du deuxième cycles de projets et a formulé un avis sur l'examen des procédures opérationnelles et sur l'élaboration et la structure du troisième appel à propositions;
- a conseillé à l'Organe directeur de terminer l'examen des procédures opérationnelles sur la base du projet figurant à l'Annexe 3 du rapport;
- a soumis au Bureau un projet de politique sur la gestion des conflits d'intérêts et de normes de conduite dans le contexte du Fonds fiduciaire pour le partage des avantages (Annexe 4) et a recommandé son application dans les plus brefs délais;
- a formulé un avis sur la structure, le contenu et le processus d'élaboration d'une approche programmatique à moyen terme pour le Fonds fiduciaire pour le partage des avantages, qui sera soumise à l'Organe directeur pour approbation;
- a approuvé les étapes standard relatives à l'établissement de partenariats à long terme énumérées au paragraphe 24 du document IT/ACFS-7/12/7 et a demandé au Secrétaire de mettre au point un projet de procédure standard et de cadre de coopération pour l'établissement de partenariats, qu'il soumettra au Bureau aux fins d'examen;
- a demandé au Secrétariat de mettre au point un projet d'appel à propositions.

² Le Secrétariat communiquera les conclusions de la réunion à sa reprise et fera circuler le rapport. Aucune date n'a encore été arrêtée, officiellement, pour la reprise de la réunion.

³ Le rapport peut être consulté en ligne à l'adresse suivante:

<http://www.planttreaty.org/content/report-first-round-project-cycle-benefit-sharing-fund>

***PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF TECHNIQUE AD HOC SUR
L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE***

Le rapport peut être téléchargé au format électronique sur le site Web du Traité international:
<http://www.planttreaty.org/sites/default/files/ACSU1Re.pdf>

La réunion s'est tenue les 8 et 9 novembre 2012 à Rome (Italie). Le mandat figure en annexe à la Résolution 7/2011. Il prévoit notamment les activités suivantes:

- identification des besoins et possibilités à l'appui de l'utilisation durable des RPGAA;
- élaboration d'une boîte à outils relative à l'utilisation durable des RPGAA, afin d'aider les Parties contractantes à appliquer l'Article 6 du Traité;
- élaboration d'un projet de programme de travail sur l'utilisation durable des RPGAA à partir des éléments issus des consultations de parties prenantes;
- coopération avec la Convention sur la diversité biologique, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures, les centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et d'autres processus et institutions internationaux œuvrant dans le domaine de l'utilisation durable des RPGAA.

Le Comité:

- est convenu de la structure d'un questionnaire en ligne ayant pour objectif de réunir des informations, afin de déterminer et d'élaborer les éléments à intégrer dans un programme de travail sur l'utilisation durable des RPGAA, le questionnaire a été ouvert le 19 décembre 2012, jusqu'au 31 mars 2013;
- est convenu d'un premier projet relatif à la vision, à la mission et aux objectifs du programme de travail, pour ce qui est de mettre en œuvre l'utilisation durable des RPGAA, conformément à l'Article 6 du Traité;
- s'est dit favorable à l'élaboration d'une boîte à outil relative à l'utilisation durable des RPGAA, qui constituera un guichet unique à partir duquel institutions et individus pourront choisir, parmi tout un éventail d'outils, les instruments les plus adaptés à leurs besoins propres;
- a examiné les communications reçues par le Secrétariat concernant les vues et données d'expérience sur la mise en œuvre des droits des agriculteurs et a demandé au Secrétariat de communiquer au sujet de la prolongation du délai.